



LA FIN DE LA COTISATION SOCIALE, C'EST LA MORT DE LA SÉCU !

Notre sécu subit une attaque sans précédent par la remise en cause de son mode de financement.

Le système est basé sur la solidarité où chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Son financement repose sur les cotisations sociales assises sur la richesse créée par le travail.

Moins de cotisations pour les patrons, plus de CSG pour les salariés et retraités.

Les gouvernements successifs, sous la pression du patronat, n'ont eu de cesse d'attaquer ce salaire socialisé, le considérant comme « un coût du travail » ou une « charge » insupportable à leurs yeux, car il impacte leur marge de profits.

Ils ont mis en place la CSG en 1991, leur permettant de fiscaliser (passer de la cotisation à l'impôt) les sources de financement de la Sécurité sociale. Ainsi les obligations sociales des employeurs ont été mises à la charge des citoyens.

Depuis la mise en place de la CSG, la part des cotisations finançant la Sécu est passée de 86,8 % en 1991 à 63,9 % en 2018, alors que la part de l'impôt incluant la CSG est passée de 4,9 % à 30,3 % (source LFSS 2018).



Hausse de salaire en trompe l'œil.

Maintenant c'est la promesse d'une hypothétique hausse du pouvoir d'achat prévue en 2019 qui est relayée par les médias sans plus d'explication sur ce nouveau tour de passe-passe. Il s'agit en fait d'un recul, d'une attaque brutale, massive, sans précédent historique contre nos salaires bruts. L'ensemble du fruit de notre travail, de notre salaire, c'est le haut de la feuille de paie, pas seulement le bas.

Les cotisations c'est du salaire.

Les cotisations sont la part mutualisée et différée du salaire mise dans un pot commun, la Sécu, et redistribuée à chacun de nous selon nos besoins, quand nous sommes en maladie, en accident du travail, en charge de famille nombreuse, en besoin de logement, au chômage, ou en retraite.

On vit au jour le jour avec le « net » mais on vit tout au long de la vie avec le « brut ».

Et là, tranquillement Macron prétend qu'il va augmenter un peu le net et supprimer le brut.

C'est un pillage de haut niveau, ce sont des centaines de milliards que les patrons ne paieront plus, et que nous paierons sous forme d'impôt, dorénavant prélevés à la source à la place de la cotisation.

L'étape suivante sera la fonte des deux budgets, celui de l'Etat et celui de la Sécu pour que désormais les exonérations de cotisations sociales puissent être payées par la Sécu !

Pourtant à force de serrages de vis et de privations pour les assurés sociaux et pour le personnel de santé le budget de la Sécu s'est équilibré. Le fameux « trou » de la Sécu n'existe plus et il y aurait même un excédent de 22 milliards. Tandis que le budget de l'Etat par la baisse des recettes (ISF, Flat Tax, etc...) justifie leur politique d'austérité sociale, le gouvernement prévoit donc de se servir sans vergogne dans le budget social pour financer le CICE ou autres cadeaux patronaux.



On perd notre salaire, on perd nos cotisations, on perd notre Sécu.

C'est la plus grande offensive anti sociale depuis 1945.

La CGT appelle les salariés, les privés d'emploi et les retraités à défendre la Sécu :

Le 18 octobre 2018 à 11h00

Devant la caisse primaire d'assurance maladie de St Nazaire (Parc Paysager)

**La CGT Navale (ouvriers et ufict)
et l'USM-CGT (sous-traitants et intérimaires aux Chantiers)
soutiennent cette action par un appel à débrayer
ce jeudi 18 octobre à partir de 10h30,
rassemblement à 11h00
devant l'immeuble de la Sécu (CPAM),
face au Parc Paysager de Saint-Nazaire.**